

Burundi : « Suspendre les actuelles négociations d'Arusha! »

La Libre Belgique, 19 décembre 2017 Pourquoi les Nations Unies et l'Union Européenne continuent-elles à financer les pourparlers de paix d'Arusha sans issue pour le Burundi ? Depuis la candidature de M. Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat illégal et illégitime en avril 2015, suivi par des violences sanglantes de la part du parti au pouvoir, le CNDD-FDD et de sa milice Imbonerakure, les Nations Unies, l'Union Européenne et l'Union Africaine ont produit des résolutions sur le Burundi, mais aucune n'a été mise en application.

Les mêmes organisations internationales ont demandé et soutenu le dialogue inter-burundais sous la médiation du président ougandais Yoweri Museveni, nommé lors du sommet des chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est en juin 2015. Un sommet qui ne était que de nom: des cinq Présidents attendus, seuls Museveni et son homologue tanzanien étaient présents; les ministres des Affaires étrangères représentaient les autres chefs d'Etat «empêchés ». Cette absence au sommet traduisait une fois de plus le désaccord de ces chefs d'Etat sur le troisième mandat de Pierre Nkurunziza. En mars 2016, les chefs d'Etats de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont nommé l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa comme facilitateur dans le dialogue inter-burundais. Mais depuis le début des pourparlers inter-burundais, en décembre 2015, jusqu'à ce jour, il n'y a pas eu de volonté ni de la part du médiateur, ni de la part du facilitateur, ou même des pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), de trouver une solution durable au conflit burundais. Le médiateur et le facilitateur avaient annoncé que les pourparlers qui se sont terminés à Arusha en queue de poisson le 08 décembre seraient les derniers qui pourraient mener à un accord de paix entre les Burundais. Or, nous dénonçons: La non inclusivité, et en particulier l'absence des femmes : condition sine qua non à la tenue et la réussite du dialogue inter-burundais. Une rhétorique et des discours aux antipodes des valeurs compatibles avec de vraies négociations neutres, ou bien encore la dénonciation par le médiateur des futures enquêtes de la CPI sur les crimes commis au Burundi. Une partie prenante au conflit – le gouvernement de Bujumbura – qui détourne, à son profit, l'objet même des négociations et vide le dialogue pour la paix de tout son sens, alors que son seul souci est d'enterrer complètement l'Accord d'Arusha de 2000 et de modifier la Constitution burundaise afin que Pierre Nkurunziza puisse se représenter aux élections de 2020. Malgré les lacunes précitées, l'équipe de la médiation et de la facilitation a tenu absolument à organiser ces négociations vides de sens en conviant des participants sans critères de sélection clairs ni agenda, malgré les appels lancés par les acteurs opposés au gouvernement de facto de Bujumbura depuis l'annonce de ce round de négociations. Selon les sources présentes à Arusha, l'équipe de la médiation et de la facilitation ne savait plus sur quel pied danser face aux divergences d'opinion des différents acteurs présents, avec chacun son point de vue et son agenda, de telle manière que la petite équipe a été morcelée en cinq groupes. La séance de clôture de ces négociations fût bâclée et chahutée – un vrai fiasco ! Au vu de tout cela, il nous semble impossible d'arriver à un consensus tel qu'on attendrait si l'opposition avait pu débattre avec le gouvernement burundais. Face à ces manquements, nous demandons aux Nations Unies, à l'Union Africaine, à l'Union Européenne et à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est: La suspension immédiate des actuelles négociations d'Arusha et l'arrêt du financement, par l'Onu et l'UE, de ce dialogue non inclusif. La mise sur pied d'une équipe de médiation et facilitation adéquate, à même d'organiser un dialogue inclusif pour toutes les parties liées au conflit burundais, en remplacement de celle actuelle, qui, depuis 2015, a montré ses limites en matière d'organisation de négociations sérieuses. La mise en place d'un embargo économique contre le gouvernement du Burundi afin de l'amener à la table de négociations. Les signataires: Juliette Nijimbere : Membre fondatrice du Collectif des femmes pour la paix et la démocratie au Burundi, Représentante Légale de l'ASBL Kira-Ukize et Présidente de l'ASBL Ibirezi vyuburundi Gioia Cizanye, enseignante – Artiste Chantal Kamatari : Membre fondatrice du Collectif des femmes pour la paix et la démocratie au Burundi et Vice-Présidente de l'ASBL Kaze Simone Suskind : Sénatrice et Députée Bruxelloise Hélène Ryckmans : Sénatrice, députée Wallonne et de la Fédération Wallonie – Bruxelles Julie De Groote : Présidente du Parlement Francophone Bruxellois Nadia El Yousfi : Sénatrice des entités fédérées et Députée Francophone Bruxelloise Claire Lammerant : Secrétaire Fédérale du MOC Brabant Wallon. Magda De Meyer, présidente du NVR (Nederlandstalige VrouwenRaad) Lydia Maximus : Ancienne Sénatrice, spécialiste du Burundi à AWEPA Zakia Khattabi : Co-présidente ECOLO Elena Matundu : Présidente de l'ASBL GFAIA, Groupements des Femmes Africaines Intégrées et Actives. Modi NTAMBWE RVDAGE/ML_svav Christine Steinbach, présidente des Equipes Populaires Frédérique Mies, Docteur en sciences biomédicales et pharmacologie Jean-marc Sengier : Secrétaire Fédéral de la CSC Brabant Wallon Christian Kunsch : Président du MOC Evelyne Huytebroeck : Députée au Parlement Bruxellois André Du Bus : Député au Parlement Bruxellois Céline Delforge : Députée au Parlement Bruxellois Kenza Yacoubi : Députée au Parlement Bruxellois Véronique Jamoulle : Députée au Parlement Bruxellois Isabelle Kibassa – Maliba : Députée à la Province du Brabant Wallon Payfa Martine : Députée au Parlement Bruxellois

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});